

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 93

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2718 - Prix : 1€

## Éditorial

100 milliards de relance... pour les profits patronaux !

Castex au Medef : c'est Noël pour les patrons

Page 3

Masques aux frais des familles

Page 5

Illettrisme : on en parle...

Page 7

Violences faites aux femmes : l'imposture gouvernementale

Page 8

## Mayotte

Une grève victorieuse pour les salariés du transport scolaire

Page 11



## 100 milliards de relance... pour les profits patronaux !

320 suppressions d'emplois annoncées à Figeac-Aéro dans le Lot en France ; 290 à Stelia, filiale d'Airbus dans la Somme ; 186 à Cargill dans le Nord ; 200 pour Verallia en Gironde, qui s'ajoutent à celles de Courtepaille, La Halle, Renault, ADP, Alinéa, Nokia... la liste des entreprises qui licencient s'allonge de jour en jour.

Même dans les secteurs qui ont tiré leur épingle du jeu et pour qui la crise est une opportunité de développement, il y a des restructurations à coups de licenciements et de sacrifices pour les travailleurs.

De l'ouvrier à l'ingénieur, en passant par les employés et les cadres administratifs, personne n'est à l'abri de ce qui est une des plus graves crises du capitalisme. Et ce n'est pas le plan de relance annoncé par le gouvernement qui protégera les travailleurs.

Ce plan n'empêchera pas un seul licenciement parce qu'il n'est pas fait pour cela. Il vise à aider et booster « les entreprises », dit le gouvernement. Mais quand il parle « d'entreprises », il pense au patronat, petit, moyen et grand. Il pense aux propriétaires, aux actionnaires, pas aux salariés ! Soutenir les entreprises ne signifie pas soutenir ni même garantir les emplois.

Le Premier ministre Castex et le ministre de l'Économie Le Maire ont été clairs : les baisses d'impôts et de cotisations sont sans condition. Les différentes enveloppes sont mises à disposition des chefs d'entreprise sans engagement de leur part. Il n'y a aucune contrainte, aucun interdit.

C'est une façon de dire au patronat : « *servez-vous !* », « *faites ce que vous voulez de cet argent, nous vous faisons confiance* ». Le patronat pourra donc utiliser ce chèque en blanc tout en continuant de supprimer des emplois et d'encaisser les profits.

Pour Castex et Le Maire, cet argent finira tôt ou tard par « ruisseler » sur les travailleurs et sur l'emploi. La mauvaise blague !

Le grand patronat est arrosé de cadeaux publics depuis des décennies. On attend toujours les investissements et les emplois ! Le seul résultat de cet assistanat a été la flambée des dividendes, l'augmentation de la fortune d'une poignée de privilégiés, une économie de plus en plus financiarisée et une spéculation effrénée. Il n'y a rien d'autre à attendre de ce plan de relance.

Ces 100 milliards mettent la compétitivité et les profits sous assistance respiratoire. Ils gonflent artificiellement les débouchés de certaines entreprises. Là où le profit est garanti, le patronat sautera sur l'occasion. Mais cela ne fera pas redémarrer les secteurs qui voient leurs marchés se contracter, comme l'aéronautique, l'automobile ou le tourisme, et cela ne nous sortira pas de la crise.

Le capitalisme est, depuis des années, dans une impasse que la crise sanitaire ne fait qu'aggraver. Avec des marchés saturés alors que la productivité ne cesse de progresser, la concurrence se fait de plus en plus féroce et les profits incertains. C'est pourquoi le grand capital rechigne à investir dans la production.

Les capitalistes sont censés être des investisseurs, des entrepreneurs qui prennent des risques. Ils ne jouent plus ce rôle depuis longtemps. Sans rien apporter à l'entreprise, ils pompent ses profits et les jouent au casino de la spéculation. Et c'est encore à cette classe, parasitaire et aveuglée par la loi du profit, que l'État remet 100 milliards !

Les travailleurs n'ont pas à se soumettre à cette minorité de prédateurs qui paralyse l'économie. Ils n'ont pas à se sacrifier pour un système au bout du rouleau.

L'argent public devrait servir à ce qui est utile à la société. 100 milliards d'euros correspondent à 2,7 millions d'emplois payés 1800 € pendant un an. Il y aurait donc de quoi procéder aux embauches tant attendues dans le secteur hospitalier, les Ehpad, l'éducation ou les transports. Il y aurait de quoi entreprendre de grands travaux publics, que ce soit dans le bâtiment ou dans le domaine énergétique.

Mais on ne parviendra pas à imposer ces mesures de bon sens et d'utilité collective sans renverser le pouvoir de la bourgeoisie, sans lui enlever les rênes de l'économie, c'est-à-dire sans une révolution.

Les travailleurs sont la seule classe capable de remplacer la bourgeoisie au pouvoir. Il faut qu'ils réalisent la force qu'ils représentent.

Les travailleurs font fonctionner toute la société, ils sont capables de réorganiser l'économie sur d'autres bases. Si, avec les richesses et le niveau de développement atteint par la société, la bourgeoisie n'est pas capable de construire un monde sans misère ni chômage, les travailleurs, eux, le sont !

## Castex au Medef : c'est Noël pour les patrons

Lors de l'université du Medef, Roux de Bézieux, le président du syndicat patronal, a félicité Castex en personne pour l'action gouvernementale menée depuis trois ans. Il est vrai que, de la destruction du Code du travail au plan de relance actuel, le pouvoir peut se vanter d'avoir pleinement comblé les patrons.

Castex a donc continué de les caresser dans le sens du poil, en profitant de sa venue pour annoncer les cadeaux offerts au patronat contenus dans son plan de relance. Le chômage partiel sera prolongé jusqu'à deux ans, aux frais de la collectivité ; 10 milliards d'euros d'impôts dits de production seront supprimés

et le manque à gagner pour les régions payé par la population, au travers de la TVA ; les impôts sur les locaux industriels devraient être divisés par deux à partir de 2021 et celui sur les sociétés ramené de 28 à 25 % ; sous prétexte de lutter contre le chômage des jeunes, les entreprises se verront accorder 4 000 euros pour l'embauche d'un travailleur de moins de 26 ans.

Au total, ce sont 100 milliards d'euros dont bénéficieront les entreprises, et principalement les plus grandes d'entre elles. L'assemblée de grands patrons auquel il s'adressait n'en attendait pas moins. Qui plus est, le gouvernement offre ce cadeau royal sans même faire sem-

blant d'exiger la moindre contrepartie.

Ce sont les classes populaires qui en financeront la majeure partie, quoi qu'en dise le gouvernement. Puisqu'il lui faudra bien trouver ces 100 milliards, ils seront nécessairement enlevés, d'une manière ou d'une autre, aux services dont elles ont besoin, écoles, hôpitaux, transports, et prélevés sur leurs revenus. Cela afin que cet argent serve aux capitalistes à maintenir leurs profits, tout en continuant à supprimer des dizaines de milliers d'emplois. C'est là l'essentiel de la mission de Castex et de son gouvernement.

## Faillites des entreprises : au capitalisme de déposer le bilan

Depuis le 24 août, toutes les entreprises ont désormais quarante-cinq jours pour payer ce qu'elles doivent à leurs fournisseurs. À défaut, elles doivent se tourner vers le tribunal de commerce qui les déclarera en défaut de paiement et donc en dépôt de bilan. Au mieux, avant la liquidation totale, un administrateur judiciaire sera nommé pour estimer si la société est viable.

Avant les vacances, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) prédisait une augmentation de 80 % des défaillances d'entreprises, avec au moins 250 000 nouveaux licenciements à la clé.

Les premières à s'inquiéter sont les banques françaises, dont 1 200 milliards d'euros d'emprunts contractés par les entreprises risquent de s'envoler en fumée. L'État, lui, n'a garanti pour l'instant que 110 milliards de prêts à 540 000 entreprises. Quant aux propriétaires de ces entreprises, les plus petits peuvent y perdre leurs moyens de vivre mais, les biens personnels des

patrons de quelque importance ne seront en principe pas concernés. S'ils ont des réserves accumulées grâce au travail de leurs salariés, personne n'y touchera. Pour les plus gros, le gouvernement a ouvert la voie à toutes les escroqueries possibles, en autorisant ce qui était interdit jusque-là : ainsi, le propriétaire qui a déclaré sa société en dépôt de bilan peut, pour quelques sous, voire pour rien, se porter à nouveau acquéreur de celle-ci,

débarassée de toutes les dettes.

Comme toujours, les principales victimes des conséquences de cette crise, de ces faillites, seront les travailleurs, d'abord les salariés en contrats précaires, CDD ou intérim, puis tous les autres. Les travailleurs n'ont pas à accepter d'être sacrifiés pour sauver l'économie, c'est-à-dire en réalité pour permettre au système capitaliste, aberrant et dangereux pour toute l'humanité, de se survivre.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT  
SAMEDI 12 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 13 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 18 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE  
SAMEDI 26 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

## Chômage : la hausse continue

Le nombre de chômeurs en catégorie A, c'est-à-dire sans aucune activité, a baissé de 174 000 en juillet, d'après les statistiques publiées le 26 août par le ministère du Travail (Dares). Mais aucun commentateur ne s'en est réjoui, tant ce chiffre est trompeur.

Il s'explique en grande partie par les radiations qui ont recommencé à Pôle emploi et ont été trois fois plus nombreuses en juillet qu'en juin. Par rapport au mois de février, avant la crise sanitaire, le nombre de chômeurs comptabilisés en catégorie A a bondi de près de 600 000 personnes. Les autres catégories ont

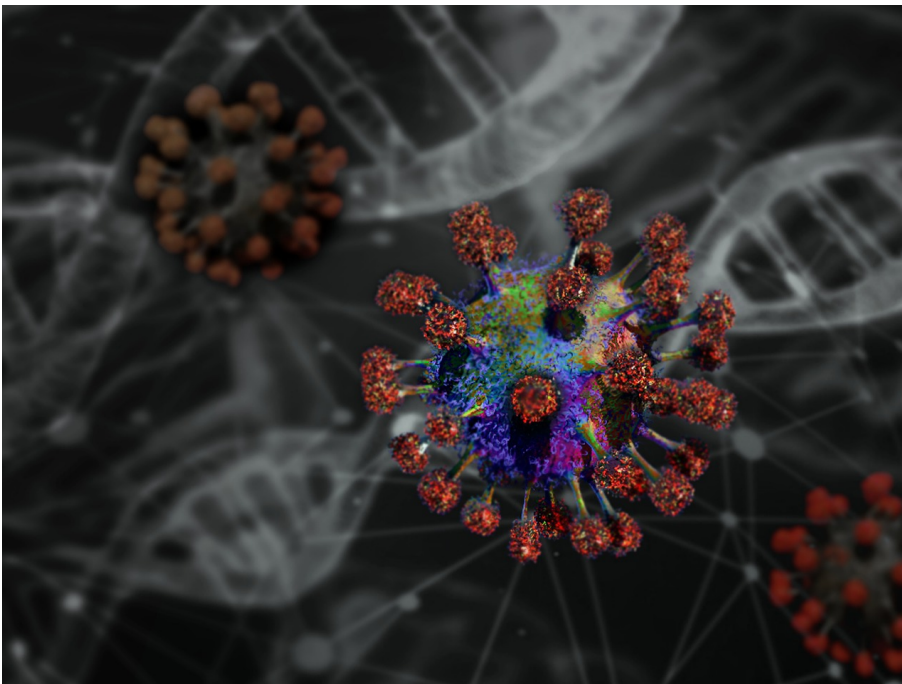
également fortement augmenté. Mais, surtout, ces statistiques ne permettent plus du tout de donner même un pâle reflet de l'état réel de l'emploi, puisqu'elles n'incluent pas les travailleurs en chômage partiel.

Le chômage a donc fortement augmenté. Il s'aggravera encore dans les prochains mois, notamment quand les plans de suppressions d'emplois annoncés par les grands groupes seront mis en œuvre.

Les chiffres officiels, aujourd'hui encore plus qu'hier, servent avant tout à masquer la réalité du chômage, et non à la mettre en lumière.



## Épidémie : l'État irresponsable



Depuis la mi-juillet, le nombre de cas positifs au test du coronavirus augmente en France. D'environ 500 par jour, il est passé à plus de 7 000 vendredi dernier. Dans son dernier bulletin hebdomadaire, Santé publique France parle d'un doublement des cas toutes les deux semaines et d'une augmentation exponentielle.

Le nombre de tests positifs actuel est au même niveau qu'au pire moment de l'épidémie, en avril. Pourtant la situation est beaucoup moins grave, pour l'instant, puisque les

nombre de patients hospitalisés et de décès restent faibles.

Cette contradiction s'explique avant tout par le fait que, au pic de l'épidémie, il y avait une pénurie de tests et qu'on ne testait que les malades les plus graves. Progressivement, durant l'été, le nombre de tests a augmenté et on dépiste maintenant un grand nombre de patients positifs qui ne présentent que peu ou pas de symptômes. Le porte-parole du gouvernement a presque crié victoire en parlant d'une barre historique de

900 000 tests par semaine et en nous promettant le million pour bientôt.

Mais il ne suffit pas de tester. Il aurait fallu chercher et tester largement les personnes au contact des cas positifs et les isoler. Le gouvernement n'a pas mis les moyens suffisants pour que cela soit fait de façon systématique. De plus, les délais pour se faire tester sont trop longs et il faut souvent beaucoup d'énergie pour y parvenir. Le résultat c'est que, contrairement à ce que prétend le gouvernement, l'épidémie n'est pas sous contrôle.

Cela n'avait rien d'inévitable. Le gouvernement distribue les milliards pour soutenir le grand patronat mais, contre l'épidémie, il n'a rien fait d'autre que des leçons de morale et des mesures qui ne lui coûtent rien, comme l'obligation des masques.

Comme en mars et avril dernier, c'est l'énergie et le dévouement des travailleurs qui seuls peuvent permettre de limiter les conséquences de l'irresponsabilité gouvernementale.

## Course au vaccin : profits garantis

L'été n'a pas fait disparaître le Covid-19. Un vaccin efficace, immunisant une grande partie de la population mondiale, permettrait de faire face au virus.

Les efforts et les moyens mis en jeu pour trouver un tel vaccin sont énormes, et même jamais vus dans l'histoire de la médecine. Mais tout est sous la coupe de l'industrie pharmaceutique, qui est une des plus concentrée au monde, avec des grands groupes comme Pfizer, Sanofi, GSK, AstraZeneca et d'autres.

Dans la course au vaccin, ils ont réussi à se décharger de tous les risques. Ils se sont associés à des laboratoires qui sont chargés des recherches, tandis qu'eux s'empareront des résultats pour produire les milliards de doses synonymes de milliards d'euros de bénéfices. Et, pour se garantir du fait que le laboratoire sur lequel ils ont misé ne trouvera peut-être pas le vaccin ou ne le trouvera que trop tard

face à un concurrent, ils ont obtenu des États que ceux-ci leur payent par avance des centaines de millions de doses.

Les protocoles de tests et de mise au point des vaccins ont été chamboulés. Tout a été précipité. Est-ce qu'il y aura des risques d'effets secondaires mal maîtrisés ? Ces groupes ont prévu le coup. Ce sont les États qui prendront à leur charge les risques financiers et juridiques liés aux effets secondaires, pour un vaccin mis prématurément sur le marché. C'est ce que vient de négocier avec les États de l'Union européenne la Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques, via sa branche Vaccines Europe, qui représente les intérêts de Sanofi, GSK, AstraZeneca, Janssen et Merck.

Alors que, pour lutter contre la pandémie, il faudrait une organisation supranationale pour coordonner toutes les recherches et planifier la



production des futurs vaccins à l'échelle mondiale, une poignée d'actionnaires des géants de la pharmacie mettent l'humanité en coupe réglée. C'est à l'image du fonctionnement de toute la société capitaliste et cela la condamne.

## Masques aux frais des familles



Castex justifie le refus de l'État de prendre en charge le coût des masques en prétendant que les collégiens et lycéens « n'en ont absolument pas besoin », puisqu'ils ont déjà l'obligation d'en porter un dans les transports en commun.

Des propos d'une malhonnêteté criante, car les scientifiques recommandent de changer de masque au moins toutes les quatre heures. Pour une protection efficace, ce n'est donc pas un mais deux, voire trois masques par jour que les élèves devraient porter.

Castex, droit dans ses bottes, sou-



tient qu'« il n'y a pas de défaillance de l'État ». Décrétant que la lutte contre le virus est l'affaire de tous, il dit que « chacun doit apporter son écot » et qu'il faut « penser aux autres ».

Ces leçons de morale sont d'autant plus insupportables que l'État, soucieux de ménager les intérêts du patronat, n'a jamais été capable d'avoir une attitude cohérente et efficace face à la crise du Covid, faute d'y mettre les moyens. Après avoir affirmé dans un premier temps que les masques ne servaient à rien, le gouvernement a opéré un virage à

180° sans pour autant cesser d'avoir une attitude incohérente.

Des promeneurs ont été verbalisés pour défaut de masque alors qu'ils étaient seuls. En revanche un inspecteur du travail a été sanctionné pour avoir poursuivi en justice une entreprise qui refusait à ses employés les protections individuelles élémentaires, dont le masque.

Le refus de la gratuité des masques s'inscrit dans la lignée de cette attitude irresponsable vis-à-vis de la collectivité. L'État n'est même pas capable de fixer le prix des masques au niveau d'avant la crise, à savoir 5 centimes d'euro. Cette charge supplémentaire pour les familles ne pourra qu'inciter les élèves dont les parents ont peu de moyens à garder le même masque toute la journée, ce qui favorisera la circulation du virus.

## Rentrée scolaire en France : coupable improvisation

La rentrée scolaire en France comme à La Réunion aurait mérité que les autorités mettent tous les moyens possibles. Loin de le faire, le gouvernement s'est contenté de rendre obligatoire le port du masque pour tous les adultes, et pour les élèves à partir du collège.

A côté de cela, les classes sont surchargées dans les lycées, augmentant la probabilité de transmission. Mais le gouvernement veut nous faire détourner le regard. Ainsi lors de sa conférence de presse du 27 août, Jean Castex a affirmé : « *Évitons que papy et mamie aillent chercher leurs petits-enfants à l'école, quitte à augmenter le périscolaire.* »

Mais le Premier ministre a-t-il prévu l'embauche d'animateurs sur le temps périscolaire, après l'école, pour s'occuper des enfants ? Pas du tout, et son annonce a fait réagir certains maires, qui expliquent la difficulté de recruter des animateurs en quelques jours, surtout si c'est pour travailler une heure le matin, deux heures le midi, et trois heures le soir,

avec des contrats précaires, sans parler du coût à la charge des municipalités.

Au sujet des cantines, les consignes du ministère sont arrivées vendredi 28 août au soir, l'avant-veille de la rentrée en France. Il est conseillé d'utiliser de nouvelles salles pour la restauration, salles qu'il fallait trouver pour le 1er septembre ! Ou alors d'augmenter le nombre de services, mais évidemment le ministère n'a pas prévu l'embauche de personnel de service, ni de surveillants qui seront chargés d'éviter l'entassement des élèves dans la file d'attente de la cantine. Sinon, le ministère propose de mettre des tables dehors, sans préciser si ce conseil s'applique aussi en janvier.

Depuis des années, les classes sont de plus en plus surchargées, on entasse les élèves dans des locaux trop petits, les toilettes manquent bien souvent de papier toilette et de savon, les agents qui assurent le nettoyage et la cantine, les agents administratifs, les surveillants sont en



sous-effectif, sans parler des médecins scolaires ou des assistantes sociales.

Ce qui est déjà inacceptable en temps normal devient encore plus choquant dans le contexte de la crise sanitaire, qui nécessiterait encore bien plus de précautions. Mais dépenser de l'argent public pour des emplois publics utiles est inenvisageable pour le gouvernement.

## Passer ton bac d'abord, disent-ils !



Alors que les inscriptions à l'université ne seront closes que le 21 septembre, il y a déjà 1300 étudiants de plus que l'année dernière. D'après le président de l'université « *c'est quatre années en une* ».

Cette augmentation est due au taux de réussite plus élevé au bac et, situation sanitaire oblige, au choix des futurs étudiants de ne pas poursuivre leurs études en dehors de La

Réunion.

Pour autant, l'université n'a pas l'intention de recruter des enseignants supplémentaires pour faire face à cet afflux d'étudiants.

En effet, l'université mise surtout sur un enseignement « hybride » mêlant cours en présentiel et cours en distanciel. Pour le doyen de l'UFR droit et économie, s'il s'avère qu'il y a des besoins, « *on complètera avec des contractuels* ».

Ces propos sont pour le moins légers au regard des questions concrètes qui se posent déjà en temps « normal » comme le rappellent les syndicats d'étudiants et d'enseignants : manque de professeurs, et sous

équipement, voire manque d'équipement en matériels informatiques. En filière STAPS, par exemple, les étudiants en M2 rencontrent de plus en plus de difficultés pour assister aux cours de préparation au métier de l'enseignement. Et comment les emplois du temps seront-ils organisés pour éviter aux étudiants de se rendre à l'université pour une heure ou deux seulement alors que d'autres cours, dans la même journée seraient en distanciel ?

En résumé, cela crève les yeux, il n'est pas certain que le renouvellement des dispositifs mis en place par l'université pendant le confinement soient en mesure de répondre aux attentes et aux besoins des étudiants.

Tout se passe comme si l'université de La Réunion comptait sur les abandons et les échecs pour régler la situation...

## Illettrisme : on en parle...

D'après l'Insee, il y a 113 000 illettrés à La Réunion pour une population de 850 000 habitants. Ce chiffre n'a quasiment pas bougé depuis 30 ans. Beaucoup trop d'élèves qui arrivent en classe de sixième ne connaissent pas le b-a ba de la langue française.

Malgré les beaux discours des gouvernements qui passent, les mesures prises pour combattre ce fléau sont dérisoires et ne produisent donc aucun effet.

Les gouvernements parlent de priorité absolue mais ils se contentent

de faire des « journées nationales d'action » ; ils se déchargent sur la Région qui met en place des « Cases à lire » ou sur les associations qui se démènent comme elles peuvent avec peu de moyens.

Ces associations ou l'armée (le RSMA qui fait des tests lors des journées d'appel à la défense) ne peuvent évidemment pas remplacer l'Éducation nationale dont le rôle premier est d'apprendre aux enfants à lire et à écrire.

Mais comment les écoles pourraient-elles instruire correctement les

élèves quand les gouvernements ferment des classes, parfois des écoles, ne recrutent pas les enseignants, les Atsem, les AESH, etc. en nombre suffisant ?

Quelle est la qualité de l'apprentissage dans des classes élémentaire de 25 ou 30 élèves ?

Ce sont les moyens qui font cruellement défaut. Mais au lieu de mettre l'argent nécessaire à l'enseignement, ceux au pouvoir préfèrent l'utiliser pour engraisser les capitalistes.

## Cuisine électorale : vieux pots et soupe rance

La crise sanitaire n'a pas empêché les partis de gauche de tenir fin août leurs universités d'été et de poursuivre leurs grandes manœuvres. Le PS, la France insoumise, Europe écologie- Les Verts ou le PCF cherchent la meilleure configuration d'alliances pour gagner ou sauver des élus lors des élections régionales de 2021. Et les ambitieux de ces partis, Mélenchon, Jadot et les autres, rivalisent pour se poser en candidat « commun » lors de la présidentielle de 2022.

Génération après génération, la même pièce se reproduit, avec l'apparition de nouveaux acteurs quand les anciens sont trop usés et quelques innovations dans les dialogues et le langage. Longtemps au centre des moutures de l'union de la

gauche, le PS reste très affaibli par le quinquennat de Hollande et sa défaite aux législatives de 2017. Il est aujourd'hui concurrencé par les écologistes, qui se sentent pousser des ailes depuis leurs succès aux dernières municipales.

Entre le PS et LFI, c'est désormais à qui sera le plus écologiste, le PS faisant des appels du pied à Jadot tandis que LFI affichait sa complicité avec Piolle, le maire EELV de Grenoble.

Les écologistes séduisant surtout les cadres et la petite bourgeoisie urbaine, Mélenchon a eu des mots pour les électeurs des classes populaires et les militants ouvriers. Il a dénoncé avec verve les lois du marché, proposé des nationalisations, et même la planification de l'économie. Il a fait

le déplacement à Malo-les-Bains pour la journée d'été du PCF, un parti qui n'a rien d'autre à proposer que de s'unir pour battre Macron.

Mais battre Macron pour mettre Jadot ou Mélenchon à l'Élysée ne changera pas plus le sort des travailleurs que le remplacement de Sarkozy par Hollande en 2012. Que l'union se fasse finalement autour de LFI, d'EELV ou du PS, ou qu'elle ne se fasse pas, cela n'enrayera ni la crise économique ni la crise écologique engendrées par un système capitaliste en faillite. Une fois installés au sommet de l'appareil d'État, au Parlement ou dans les ministères, ces partis n'ont d'autres solutions ni d'autres objectifs que de se soumettre aux exigences des capitalistes.

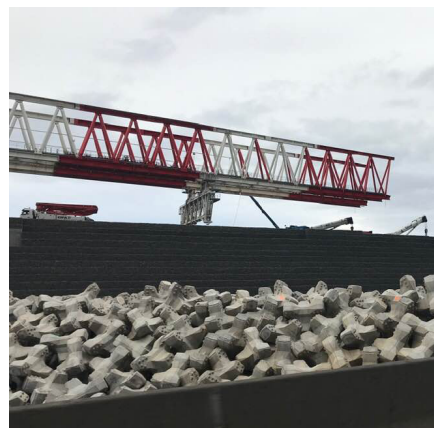
## NRL et transports en commun au point mort

Le PS cherche désespérément à se présenter à la population comme un parti d'opposition.

À La Réunion, il a fait sa rentrée politique en portant sa critique sur les 42 millions d'euros de crédits d'argent public supplémentaires alloués par la Région au groupement d'entreprises capitalistes chargé de construire cet ouvrage... pour financer 216 mètres de route digue sur les 2,5 kilomètres restant à construire de

la NRL, et sur le projet Run rail de la Région concurrençant celui (TAO) de la mairie PS de Saint Denis.

Les dirigeants du PS seraient-ils devenus amnésiques, eux qui ont contribué à faire élire Didier Robert en 2010, à enterrer le projet de tram train de Paul Vergès et à donner le feu vert au tout transport par route ?







## 17 septembre : les motifs de colère ne manquent pas !

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a fait mine de s'interroger sur le bien-fondé de l'appel à la grève lancé par les fédérations de cheminots CGT et Sud pour le 17 septembre. Car, selon lui, le gouvernement serait aux petits soins pour la SNCF.

« Je pose simplement la question, a-t-il dit, à quoi sert cette grève à la SNCF ? » Et d'énumérer les prétendues aides prévues par le gouvernement : reprise de 35 milliards d'euros de la dette de la SNCF, investissements massifs dans le fret ferroviaire intégrés au futur plan de relance.

Reprise d'une partie de la dette ? Certes, mais les dépenses de la SNCF contraintes par l'État ne font qu'augmenter, conduisant inexorablement à une nouvelle augmentation de la dette. Investissements prévus dans le ferroviaire ? Les promesses du gouvernement n'engagent que ceux qui les croient ! Dans le même temps, les suppressions d'emplois prévues à la SNCF ne sont pas revues à la baisse.

Plus fondamentalement, les cheminots ne sont qu'une partie du monde du travail, et c'est le monde du travail dans son ensemble qui est durement attaqué par les capitalistes

et par le gouvernement à leur service. L'appel à la grève des syndicats de cheminots s'inscrit dans un appel plus général à des grèves et à des manifestations, lancé par les confédérations syndicales CGT, FSU et Solidaires pour le 17 septembre.

À La Réunion la CGTR a jugé « irresponsable d'appeler à un rassemblement massif » dans le contexte sanitaire actuel.

Mais tous ceux qui, parmi les salariés, les chômeurs, les retraités, ne veulent pas rester silencieux, mais défendre les intérêts propres au monde du travail, pourront s'emparer de cette journée pour le faire.

## DANS LES ENTREPRISES

### EDF

#### Ne tombons pas dans le panneau !

À l'entrée du site EDF Zac 2000 au Port, la direction a fait apposer sur le portail d'entrée de façon bien visible sur deux panneaux les consignes de distanciation sociale auxquelles nous devons nous conformer pour lutter contre la Covid 19 (port du masque obligatoire, la-

vage des mains, distance d'au moins un mètre entre les agents, etc.).

Tout y est ou presque, car une fois à l'intérieur des locaux, on se retrouve dans des bureaux de 20 mètres carrés à 7 au lieu de 5 au retour des vacances.

La direction estime qu'elle est

quitte en nous ayant distribué les masques sous lesquels on étouffe après une demi-journée de travail en continu. Très forte donc pour l'affichage, mais pour ce qui concerne nos conditions de travail... elle s'en lave les mains !

### LE QUOTIDIEN

#### Plan de sauvegarde pour le patron ou pour les salariés ?

Au Quotidien, les travailleurs se font à nouveau du souci pour leur avenir. La direction du journal se refuse à revenir à la pagination normale de plus de 50 pages et a décidé de maintenir celle à 32 pages décidée lors du confinement en mars dernier contribuant ainsi au plongeon des ventes, donc des rentrées d'argent. Les lecteurs, ressentant certainement l'appauvrissement progressif du contenu du journal, l'achètent beaucoup moins. Les ventes s'effondrent.

La direction met en avant, pour justifier sa pagination réduite, son

endettement auprès des banques, ses déboires devant les Prud'hommes face à un ancien directeur, ex-banquier (600 000 € de condamnation !) et prépare les salariés à un dégraissage des effectifs qui pourrait se traduire par un passage de 75 à 25 emplois alors qu'elle vient de recevoir une aide conséquente de la Région. Le tribunal de Commerce qui a placé le journal en période d'observation doit se prononcer sur son devenir ces prochains jours.

Face à cette désaffection du lectorat et à son impasse financière, la di-

rection n'a visiblement envisagé qu'une seule solution pour maintenir en survie son journal, c'est de faire une saignée dans les effectifs et la masse salariale de ses employés.

La question qui importe à présent d'être posée est simple : est-ce que les salariés du Quotidien accepteront sans broncher de se faire virer après avoir donné 10, 20, voire pour certains 30 ans de leur vie à ce journal et permis à sa direction d'en vivre largement ?

## MARTINIQUE

### Les vrais criminels restent impunis

Jeudi 27 août, plusieurs centaines de manifestants, dont beaucoup de jeunes, se sont regroupés devant le palais de justice de Fort-de-France, en Martinique. Ils venaient soutenir les jeunes militants anti-chlordécone qui comparaissaient ce jour-là.

Les trois jeunes prévenus étaient accusés de violences sur personnes dépositaires de l'autorité, outrages à agents ou encore dégradation de véhicules de police. Ces prétendues violences auraient eu lieu le 13 janvier 2020. C'était le jour du procès de sept autres militants, accusés d'avoir participé à des échauffourées suite au boycott de l'hypermarché Océanis, propriété du gros possédant béké Bernard Hayot.

Depuis quelques mois, tous ces jeunes entreprennent des actions spectaculaires de blocage des magasins et supermarchés des riches békés. Ils réclament aux responsables de l'introduction du chlordécone des

réparations pour les ravages causés sur l'environnement et la santé de la population par ce pesticide, en particulier la prolifération de cancers de la prostate.

Ce sont également ces jeunes qui ont déboulonné plusieurs statues symboles de l'esclavage et du colonialisme. On les appelle les « rouge-vert-noir », les couleurs du drapeau indépendantiste qu'ils arborent.

Dès le début du procès, les avocats de la défense ont relevé l'arrogance du procureur et le racisme institutionnel symbolisé par cette justice rendue par des juges blancs, alors que les prévenus, leurs défenseurs et la population mobilisée sont noirs.

Le tribunal a refusé la demande de report du procès faite par les avocats de la défense, auxquels une pièce importante du dossier n'avait pas été remise. Ils ont donc quitté la salle d'audience et se sont expliqués de-

vant la presse et les manifestants à l'extérieur.

Trois des quatre militants ont été lourdement condamnés en première instance. Les peines vont de 14 mois de prison dont sept mois ferme pour deux des jeunes, Denzel et Essaï, à 24 mois dont 12 mois ferme pour le troisième, Frédéric, dit Loulou. Ces peines sont assorties de travaux d'intérêt public et d'amendes. Le procès du jeune le plus connu, Keziah Nuisier, violemment molesté par les forces de police et interpellé le 16 juillet dernier, a été, lui, renvoyé au 9 novembre.

Les juges ont donc frappé fort. Ils veulent faire payer leur révolte aux jeunes activistes. Pour l'instant, ils ne réussissent qu'à faire remonter les relents coloniaux de leur justice.

Ce faisant, ils renforcent la détermination des accusés ainsi que la mobilisation autour d'eux et de leur cause.

## MAYOTTE

### Une grève victorieuse pour les salariés du transport scolaire

Le 18 août, à l'occasion de la rentrée scolaire, les salariés de la société de transport scolaires Matis se mettaient en grève craignant pour leurs emplois et leurs acquis du fait que le nouvel appel d'offre lancé pour 2021 par le Conseil général ne garantissait pas la reprise des chauffeurs par le nouveau délégataire de service. Cette grève a fortement perturbé l'acheminement de dizaines de milliers d'élèves vers les établissements scolaires et provoqué alors la colère des lycéens qui ont bloqué les routes et ont affronté la police envoyée pour dégager les barrages.

Voyant la situation s'envenimer sur fond de mécontentement populaire général et des travailleurs de



Mayotte hebo

l'île contre l'exploitation patronale (grève de 7 semaines à BDM), le préfet a provoqué une réunion de concertation entre les grévistes, les représentants du Médef et de l'État le 3 septembre proposant l'extension de la convention collective du Transport à Mayotte. Le 5 un accord était signé

stipulant que cette convention s'appliquait dorénavant à Mayotte avec la mention spéciale qu'en cas de changement de prestataire dans le transport scolaire, tous les salariés seraient repris et garderaient leurs acquis. Une victoire nette et sans bavure donc pour les grévistes de la Matis !

## MAYOTTE

### Coupures d'eau faute d'investissements et de détournements de fonds publics

En février 2017, la ministre des Outre Mer, Ericka Bareigts, signait avec le président du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte (SIEAM) le « Plan eau Mayotte ». Une mesure d'urgence pour faire face à des pénuries en eau potable.

Ce plan prévoyait la construction d'une troisième retenue colinaire ainsi que d'une deuxième usine de dessalement de l'eau de mer.

Plus de trois ans plus tard, et après deux changements de ministres, ni l'une ni l'autre ne sont sorties de terre, mais nombre de politiciens qui président ces syndicats chargés des travaux tels l'ancien président des maires de Mayotte, Ibrahim Boinahery, et l'ancien président du conseil départemental, Daniel Zaïdani, ont été mis en examens pour détournements de fonds publics.

« La troisième retenue n'a pas été

construite, car elle noierait la propriété d'une éminente personnalité politique, Younoussa Bamana, président du conseil départemental, de 1976 à 2004. C'est pour cela que les élus n'ont pas votée la DUP, pour ne pas offenser le père de la départementalisation » déclarait en mai 2017 à la Gazette des communes Houlam Chamssidine, président de Mayotte Nature environnement et chef de projet des infrastructures hydrauliques au conseil départemental de 2009 à 2011 !

Début septembre 2020, le préfet de Mayotte, constatant l'insuffisance de production d'eau potable face à la demande, n'a su une fois de plus que décréter le rationnement de sa distribution à la population en privant d'eau tour à tour les 17 communes mahoraises une journée entière par semaine.

Or, la moitié de la population de

ce département ne dispose toujours pas de raccordement au réseau d'eau potable et se retrouve de fait obligée de se ravitailler pour ses besoins quotidiens aux quelques dizaines de bornes de ravitaillement, en nombre notoirement insuffisant et souvent éloignées des habitations, où les plus pauvres sont condamnés à faire la queue pour se ravitailler.

La population pauvre mahoraise est donc prise en étau entre l'État français qui préfère dilapider l'argent public en le distribuant sans compter aux capitalistes et des politiciens véreux qui en détournent une partie à leur profit. Pas étonnant que la colère monte en son sein contre ce mépris de la puissance coloniale et des plus riches. De l'argent il y en a, il doit servir à satisfaire les besoins élémentaires de la population !

## MAURICE

### Explosion du chômage



Selon une étude menée par Statistics Mauritius et la Banque mondiale, reprise par le site d'information ZinfoMoris, la crise économique s'est accentuée à Maurice depuis le début de l'épidémie de Coronavirus. Près de 130 000 travailleurs ont perdu leur emploi portant le nombre des chômeurs à 337 000.

Les plus affectés sont ceux qui travaillaient dans le secteur informel. Ce sont les salariés les plus mal lotis, ceux qui trimaient déjà pour des salaires de survie et sans couverture sociale qui se retrouvent aujourd'hui sans ressources.

Toujours selon cette enquête, « dans un ménage sur 5, les membres

des familles de ces travailleurs privés d'emplois n'ont pu se procurer les produits alimentaires de première nécessité depuis le début du confinement et dans environ 17% des ménages, les membres ont sauté un repas depuis le début du confinement et dans 3% des ménages, au moins un membre est resté sans nourriture pendant 24 heures ».

Ainsi donc dans le système capitaliste, quand les affaires vont bien, les travailleurs reçoivent juste ce qu'il leur faut pour renouveler leur force de travail, mais quand les difficultés surviennent les capitalistes les jettent à la rue sans se préoccuper même de leur assurer de quoi survivre. Et ils osent encore qualifier cette dictature de « démocratie », une démocratie où les travailleurs n'ont aucun pouvoir et pas voix au chapitre !

## Licenciements dans le BTP

Lundi 24 août, les 911 employés de la firme de construction Padco ont reçu leur lettre de licenciement à la suite d'une convocation au siège social de l'entreprise.

Padco est une des principales entreprises de l'île Maurice et « est impliqué sur 17 sites à travers le pays. Du radar de Trou-aux-Cerfs à la rénovation des sites de compétition des Jeux des îles de l'océan Indien 2019. L'entreprise a décroché un certain nombre de contrats du gouvernement et des organismes parapublics » (ZinfosMoris du 25 août 2020). Son

cahier de commandes est plein grâce aux commandes publiques. Ses caisses devraient l'être aussi et pourtant elle licencie. Pour quelles raisons ? Les dirigeants du groupe mettent en avant leur endettement et leur incapacité à continuer à payer leurs fournisseurs et travailleurs.

Leur entreprise a été placée « sous administration volontaire » par l'ICAC (la commission indépendante contre la corruption – organisme gouvernemental) en attendant son éventuelle liquidation qui vient de découvrir que la famille Hao Thyn

Voon propriétaire de Pad and Co et d'une cinquantaine d'autres entreprises s'octroyait des revenus mensuels de plusieurs millions de roupies, disposait d'un parc conséquent de voitures, de terrains et d'appartements de luxe. Un déficit creusé par une bande de prédateurs bien à l'image de leur classe qui dirige la société partout dans le monde et l'emmène droit à la catastrophe si les travailleurs n'y mettent bon ordre !



**Lutte ouvrière**

*des idées pour comprendre le monde*

Visiter le site

<https://www.lutte-ouvriere.org/comprendrelemonde/>



**Ne ratez pas le diner dansant de Lutte ouvrière !**

**Réservez vos places auprès de nos camarades..**

**Tarifs : adultes 25 €**

**enfants 12€**

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**

**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282